

newsletter 132012

Depuis décembre 2009, la newsletter de **transform! europe** est publiée une fois par mois. Elle contient des informations portant sur les activités de notre réseau, de ses membres et de ses membres observateurs ainsi que sur les initiatives importantes des mouvements sociaux auxquelles nous participons.

Appel de la Confédération européenne des syndicats

14 novembre: Journée d'action et de solidarité de la CES

La réunion du Comité exécutif de la CES le 17 Octobre 2012 a appelé à une journée d'action et de solidarité le 14 Novembre 2012, avec grèves, manifestations, rassemblements et d'autres actions, mobilisant le mouvement syndical européen derrière la CES comme prévu par le Pacte social pour l'Europe.

Dans sa déclaration de la CES exprime sa vive opposition aux mesures d'austérité qui entraînent l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession, ainsi que le démantèlement continu du modèle social européen. Ces mesures, loin de rétablir la confiance, ne peuvent qu'aggraver les déséquilibres et les injustices.

Déclaration adoptée par le Comité exécutif de la CES lors de la réunion du 17 octobre 2012

1. Le Comité exécutif de la CES, réuni le 17 octobre 2012, appelle à une journée d'action et de solidarité le 14 novembre prochain en vue de mobiliser le mouvement syndical européen derrière les politiques de la CES telles que décrites dans le contrat social pour l'Europe. Cette journée prendra diverses formes : grèves, manifestations, rassemblements et autres actions.
2. Il exprime sa ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession, ainsi qu'au démantèlement continu du modèle social européen. Ces mesures, loin de rétablir la confiance, ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices.
3. Tout en soutenant l'objectif d'assainissement des budgets, le Comité exécutif considère qu'on ne pourra mettre fin à la récession que par un assouplissement des contraintes budgétaires et la suppression des déséquilibres. Ceci afin d'aboutir à une croissance économique durable, à la cohésion sociale et au respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux.
4. La consolidation budgétaire a eu un impact plus néfaste qu'originellement prévu par les

institutions, y compris la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI). En effet, le FMI reconnaît, aujourd'hui, qu'il a fait de graves erreurs dans ses calculs concernant les conséquences des mesures d'austérité sur la croissance. Ces erreurs ont un impact incalculable sur la vie quotidienne des travailleurs et des citoyens que la CES représente, et remettent en cause le fondement des mesures d'austérité avancées par le pacte budgétaire et imposées par la Troïka.

5. Le Comité exécutif prend acte de l'opposition qui grandit parmi les citoyens et les travailleurs des pays concernés et réaffirme son soutien aux syndicats affiliés qui luttent pour des conditions de travail et de vie décentes. Cette situation résulte du manque de coordination des politiques économiques et de l'absence de standards sociaux minimum en Europe. Dans un contexte de liberté de circulation des capitaux, cela a laissé libre cours à la concurrence entre les États, en particulier dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

6. Il réitère que le dialogue social et la négociation collective sont des éléments centraux du modèle social européen. Il s'oppose fermement aux attaques frontales contre ces droits, aux niveaux national et européen. Le Comité exécutif de la CES appelle de façon urgente à l'adoption immédiate et à la transposition des accords des partenaires sociaux européens actuellement sur la table du Conseil.

7. Il rappelle que l'Union est tenue, de par le traité, « d'œuvrer pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement ». Il rappelle aussi que le soutien de la CES au Traité de Lisbonne était basé sur la pleine application de ces principes.

8. Il note que des discussions sont actuellement en cours entre les institutions et les gouvernements concernant l'opportunité de nouvelles modifications des traités. Un changement de cap est nécessaire et la priorité doit être donnée à la résolution de la crise suivant les trois piliers de la proposition de la CES de contrat social qui reçoit un soutien croissant. Celui-ci s'articule autour du dialogue social et des négociations collectives, de la gouvernance économique pour une croissance et des emplois durables et de la justice économique, fiscale et sociale.

9. Il insiste sur le fait qu'une solidarité active, le progrès social et la responsabilité démocratique doivent faire partie du projet européen. Il considère essentiel qu'un protocole de progrès social soit une part intégrante et opérationnelle de tout nouveau traité. La CES évaluera, sur cette base, tout nouveau progrès de l'intégration européenne.

Visite de Merkel en Grèce

Un plan très organisé de répression politique « appliquée »

Par Aiki Kosyfoflogou, Institut Nicos Poulantzas

Deux faits marquent le jour où Angela Merkel est allée en Grèce le 9 octobre : d'une part l'absence de toute volonté de négocier - tout au moins sur le protocole et les mesures d'austérité - de la part du gouvernement grec, d'autre part le plan très bien organisé par les autorités grecques pour réprimer la protestation sociale et terroriser l'éveil politique des jeunes et de la classe ouvrière.

Afin d'éviter l'impact à la fois symbolique et politique des manifestations sociales de colère lors de la visite de la chancelière allemande à Athènes, les autorités grecques ont lancé un plan de répression politique "appliquée". Cette entreprise à grande échelle de la police – à laquelle

ont participé toutes les unités de la police : la police anti-émeute, le Service national de renseignement, la police, la police de la circulation - à entraîné la détention injustifiée de 317 citoyens au siège de la Direction générale de la police Attique, GADA (l'équivalent à Athènes de Scotland Yard). Dans de nombreux cas, les menottes ont été mises à des personnes indûment dirigées vers GADA - un acte qui est considéré comme illégal en cours de détention -, un policier grec a été accusé d'utiliser une manifestante comme bouclier humain et 24 manifestants ont été arrêtés, pour des charges douteuses. Il est important de noter que parmi les personnes arrêtées il y avait un adolescent de 13 ans. Toutes les arrestations ont eu lieu lors de la manifestation au nom de la "législation dite anti-terroriste», qui est en fait devenue un obstacle à l'activité politique collective en Grèce. Les 24 personnes arrêtées ont été accusées de transporter des objets - masques et même des foulards - pouvant être utilisés pour commettre des actes terroristes en cachant son visage. En réalité, elles portaient des foulards et des masques pour se protéger contre les produits chimiques et les gaz lacrymogènes que la police anti-émeute pourraient jeter sur eux lors de la manifestation.

Quatre jours plus tard, sous la pression de l'opposition et d'un vaste mouvement de solidarité 17 personnes ont été libérées. Dans le même temps, les autorités ont publié les photos des jeunes arrêtés sur le site de l'administration générale de la police, au mépris de la présomption d'innocence et des droits fondamentaux de l'homme.

On peut noter qu'une semaine avant la visite d'Angela Merkel en Grèce, le caractère arbitraire de la police grecque a été une fois de plus mis en évidence, lorsque quinze antifascistes manifestants arrêtés à Athènes lors d'un affrontement avec les partisans de l'Aube dorée néonazi parti, ont dit qu'ils avaient été torturés à la Direction générale de la police Attique (GADA) et soumis à ce que leur avocat a décrit comme une humiliation à la Abou Ghraïb.

Cette brutalité physique et psychologique incontrôlée de la police contre la société peut être considérée comme une partie d'un plan plus vaste de répression de la contestation sociale qui a été mis en oeuvre depuis le vote du premier Memorandum. En termes réels, au cours de la phase la plus intense de la crise financière et politique en Grèce, les autorités grecques ont choisi de saper la démocratie et d'«activer» les appareils répressifs pour contenir le mouvement social anti-austérité.

Prix Nobel de la paix 2012 décerné à l'UE

Les “oublis” du comité Nobel

Par Francis Wurtz

Qui pourrait ignorer le fait qu'une guerre entre la France et l'Allemagne est quelque chose d'impensable aujourd'hui ? Les membres du jury Nobel de la paix attribuent cela à l'Union européenne et relèvent dans ce contexte l'une des principales motivations des populations de l'Europe en faveur de la construction européenne : la préservation de la paix entre les États membres et l'engagement pour la paix dans le monde.

Cependant, en octroyant à l'Union européenne ce prestigieux prix, le Comité Nobel a délibérément ignoré les politiques des «27» relatives à leurs propres affaires.

Trois exemples significatifs suffisent à montrer comment la politique étrangère et de sécurité de l'UE et de ses pays membres tournent le dos à l'engagement pour une Europe et un monde pacifiques.

Premier exemple: la guerre en Irak en mars 2003. La majorité du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies, les inspecteurs de l'ONU sur place, le chef de l'Etat français et la chancelière allemande, ainsi que 10 millions de manifestants qui sont descendus dans les rues le 15 février, étaient opposés à la guerre. Huit autres pays de l'UE se sont alignés sur Washington, prenant pour argent comptant les mensonges d'Etat de Colin Powell à l'Organisation des Nations Unies. Par la suite, ces pays ont donné le ton de l'UE. Ainsi, à partir de juin de 2003, l'UE dans son ensemble a adopté un texte définissant la « stratégie européenne de sécurité » (toujours en vigueur !), qui a été soumise à George W. Bush avant même son approbation définitive. Dans le document, de nombreux concepts dangereux ont été empruntés au chef de guerre américaine, par exemple lorsque le texte précise que la coopération militaire USA-UE est une « grande force pour le bien dans le monde » ! Un exemple de cela nous a été donné en Afghanistan...

Deuxième exemple: le Moyen-Orient où où l'impunité accordée aux dirigeants israéliens et l'abandon politique du peuple palestinien constituent l'une des principales causes de l'insécurité dans le monde. En décembre 2005, les chefs de la mission diplomatique des membres de l'UE à Jérusalem-Est ont envoyé un rapport détaillé au Conseil européen, s'alarmant des pratiques illégales des autorités israéliennes et plaidant pour un état palestinien. Ils ont recommandé plusieurs initiatives politiques aux dirigeants européens, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Ce rapport a été ni publié ni pris en considération, comme les autres rapports produits au cours des années suivantes. Au contraire, l'Union européenne vient de récompenser les auteurs de guerre, en renforçant spectaculairement les relations bilatérales UE-Israël dans 60 différents domaines, de l'énergie aux communications électroniques et à la coopération policière. L'aspect symbolique ou politique de ces « gestes », au lieu d'apporter la paix, banalise l'occupation, la colonisation, l'humiliation et la guerre.

Troisième exemple: la sécurité du continent européen lui-même. En juin 2008, le tout nouveau président russe Dmitri Medvedev a tenté de marquer son mandat. Il a suggéré aux pays de l'UE et de l'Occident en général d'ouvrir des négociations en vue de la rédaction collective d'un « traité de sécurité pan-européenne ». Il était censé rassembler toutes les questions de sécurité du continent, de contrôle des armements et de désarmement. Une seule condition a été posée : que l'OTAN arrête son expansion vers l'Est. "La préoccupation fondamentale de Medvedev d'une Europe divisée en deux (...) nous semble pertinent », a déclaré Fabio Liberti, de l'Institut des Relations Internationales (IRIS), dans Le Monde Diplomatique. L'Union européenne n'a même pas ouvert un débat exploratoire sur le projet. Au lieu de cela, il a préféré autoriser l'installation du bouclier anti-missiles sur le sol européen, même si elle devait intensifier les tensions et redémarrer la course aux armements.

Cela donne une idée des changements que l'UE et ses pays membres devraient faire pour être vraiment dignes du Prix Nobel de la Paix.

«Non» à l'austérité et renforcement de la gauche

Elections tchèques en octobre 2012

Par Jirí Málek, SPED, Prague

Les 12-13 octobre 2012, des élections ont eu lieu en République tchèque. Elles concernaient les élections régionales et le tiers du Sénat. Leur impact politique pourrait avoir de profonds résultats pour l'ensemble de la société. Elles ont constitué un «Non» retentissant aux coupes budgétaires et à la soumission aux demandes du secteur financier mondial pour un redémarrage rapide du capitalisme néo-libéral

On peut caractériser ainsi les élections régionales:

- Elles reflètent l'insatisfaction marquée d'une grande partie de la population à l'égard du gouvernement actuel : ODS (Parti démocratique civique), TOP 09, LIDEM (un «fragment» du parti VECI verejný / Public Affair);
- Le ČSSD (sociaux-démocrates) a aussi sa part de responsabilité, bien que le parti soit dans l'opposition au gouvernement, il gouverne certaines régions dans le cadre de coalitions ;
- Le KSČM (Parti communiste de Bohême et de Moravie) a gagné en force en tant que représentant de la gauche radicale ;
- Des partis sans représentation parlementaire, y compris ceux qui sont connus, ont joué un rôle un peu plus important, mais seulement dans certaines régions (dans l'une ils sont arrivés en tête);
- Malgré l'apathie du public, la participation a été comparable à celle des élections précédentes (2008 - 40,3%, 36,9% 2012 - mais 62,6% pour l'élection parlementaire 2010);
- Simultanément ont eu lieu les élections d'un tiers du Sénat. La droite (en particulier l'ODS) a subi une défaite et il est déjà clair qu'elle ne sera plus dans la même position. Il y a une chance réelle que la gauche (ČSSD + KSČM) obtienne la majorité au Sénat au deuxième tour (les 19-20 oct.2012).
- Les soi-disant candidats indépendants n'ont obtenu qu'un succès marginal ;
- La hausse attendue des partis extrémistes (droite populiste) ou d'autres partis nouvellement créés fortement orientés sur le nationalisme et l'euroscepticisme d'extrême droite, etc, n'a pas eu lieu. Cela ne signifie pas, cependant, qu'il n'y a pas des différences locales marquées. Un parti d'extrême-droite avec un gain total de 1,57, a progressé notamment dans des lieux qui ont récemment vu des affrontements sociaux et ethniques, par exemple de 7,55% à Sluknov et de 13,5% à Varnsdorf - dans le nord de la Bohême.
- L'extension de la corruption et des comportements contraires à l'éthique de la part de l'élite politique, tant au gouvernement que dans «l'opposition» ČSSD, a contribué à cette atmosphère négative. Cela s'est traduit principalement par la « punition » des partis de la coalition et d'une partie du ČSSD, qui est également considérée comme étroitement liée à ces pratiques. Il y a eu récemment plusieurs révélations, ainsi que des procédures pénales pour abus de biens de l'État et des fonds de l'UE, mettant en cause des hauts fonctionnaires, des hommes politiques et des personnes étroitement liées aux partis représentés au parlement, à l'exception du KSČM.
- Il est vrai qu'à mi-mandat d'une législature, les résultats de l'opposition sont toujours nettement supérieurs à ceux de la coalition (en République tchèque). Cependant, la chute des grands partis a été plus forte en pourcentage, mais aussi en nombre de sièges (78 pour l'ODS 78, 75 pour le ČSSD). En revanche, le KSČM a gagné 68 sièges. TOP 09, qui n'était pas vraiment constitué lors des dernières élections, a obtenu 37 sièges, ce qui le fait figurer parmi les perdants. Le KDU-CSL (Démocrates-chrétiens) est resté pratiquement au même niveau

(+5 sièges). Prague a une position particulière : c'est une région, mais les élections y sont couplées avec celles des municipalités (qui n'ont pas eu lieu cette année).

Comment évaluer les résultats pour la gauche ?

Dans presque toutes les régions, le ČSSD et le KSČM peuvent former des coalitions majoritaires. Au cours de la législature précédente, ils avaient formé des coalitions dans deux régions, et les résultats montrent que le jugement des citoyens était positif. Dans d'autres régions, il y a eu des gouvernements minoritaires du ČSSD avec le soutien tacite du KSČM, ou des coalitions avec le KSČM dans l'opposition. On a pu voir que ces coalitions n'ont pas apporté de meilleurs résultats pour le ČSSD dans ces élections de l'année. Une question clé pour le ČSSD est de savoir s'il est prêt à entrer ouvertement dans des coalitions avec le KSČM, ou s'il va chercher des moyens de l'éviter, même s'il est conscient du danger que les électeurs ne lui pardonnent pas sa participation à des coalitions locales avec la droite.

Le vote pour les listes KSČM (qui comprenaient des membres du parti et des non-membres) peut être caractérisé ainsi : il traduit le rejet du capitalisme libéral et de son concept de coupes budgétaires, faisant porter aux citoyens, employés, classes moyennes et retraités le coût de la crise et touchant le moins possible les détenteurs du capital. Il traduit aussi le mécontentement à l'égard des politiques du ČSSD, analysées comme une tentative de faire disparaître les effets les plus marquants sur la classe moyenne, mais mettant rarement en avant les demandes de changements plus fondamentaux conduisant à un changement de la situation. La troisième raison pourrait être le fait que, lors des précédentes élections législatives, les nouveaux partis qui avaient des programmes très peu clairs, mais des slogans très attractifs, ont remporté des succès considérables. Ils ont ensuite laissé tomber leurs électeurs, qui cette fois ont été beaucoup plus attentifs et ont refusé de nouvelles expériences (par exemple un parti VECI verejný - Public Affairs a obtenu 10,88% aux élections parlementaires et seulement 0,25% cette fois-ci). Par conséquent, les listes KSČM et le profil critique du parti ont suscité de l'intérêt. Les autres organisations radicales de gauche n'ont pas présenté de candidats, sauf le KSC (Parti communiste de la Tchécoslovaquie). Il s'inscrit dans la continuité du Parti communiste (d'avant 1989) et peut être considéré comme un représentant de l'orthodoxie communiste. Les résultats du parti (il se présentait dans quatre régions seulement) n'ont pas d'influence sur le résultat global (au total 0,55%, avec 2,21% dans une région). Les bulletins de vote n'ont pas non plus traduit une influence importante des ONG de gauche et des associations de citoyens, etc.. Ces groupes ont été peu visibles au cours de la période préélectorale et n'ont pas mis en avant leurs propres propositions, n'ont pas négocié avec le KSČM et ne se sont pas particulièrement affirmés, soit par la formulation de programme soit en rejoignant les listes de KSČM. Les résultats des Verts a également été négligeable - 1,75%. Ce n'est que dans le cadre de coalitions que, dans une seule région, les Verts ont eu des élus.

Les bons résultats du KSČM sont dus à l'orientation pragmatique à long terme du parti. Régulièrement, certains fonctionnaires font des déclarations de « principe » ou affichent de façon visible leur loyauté envers les « idées » et ne ménagent pas leur critique acerbe du capitalisme. Toutefois, aux niveaux régional et municipal, en particulier, une politique ils adoptent une approche efficace, ce qui ralentit les étapes antisociales du gouvernement et donne une image positive du KSČM auprès du grand public. Les questions relatives aux programmes ne sont pas au premier plan des élections de cette année, avec les manifestes de tous les partis présentés en slogans courts. Le KSČM, dont l'électorat est plus de 10 fois plus important que le nombre de ses membres doit être conscient que de nombreux électeurs ne sont pas prêts à aller au-delà du capitalisme et ont, par essence peur de changements fondamentaux dans le système. L'objectif principal de la majorité des électeurs de gauche est

une sorte de modification de l'État-providence. Cela se reflète dans le travail politique concret des représentants de KSCM.

Du point de vue de gauche, ces élections sont aussi un témoignage de l'échec des alternatives radicales de gauche en dehors du KSČM. Ils n'ont pas réussi à présenter des variantes alternatives radicales de gauche de développement social. En raison de la passivité de ces organisations, ils n'ont pas non plus mis en avant l'idée d'unité de la gauche européenne et une approche commune. Le KSČM se méfie de l'intégration européenne et est opposé à l'UE dans sa forme actuelle ; c'est la raison pour laquelle on ne pouvait attendre de lui un ton fondamentalement européen. Dans le cas des groupes de gauche radicaux non-communistes, l'anti-communisme de certains membres est de plus en plus prononcé, par exemple dans le rejet du système des partis en tant que tels. Mais ces idées ont en réalité une chance non négligeable de trouver une résonance dans la société ; si elles sont visibles de l'extérieur, c'est sous la forme de l'abstention, électorale.

Ma dernière remarque touche à l'aspect politique international de ces élections « locales ». Elles ont confirmé qu'il existe dans la société tchèque un bloc stable (et en augmentation) sur des citoyens de gauche qui croient que la social-démocratie traditionnelle n'est pas capable de répondre à leur conception du fonctionnement de la société. Ils ont donc apporté un soutien significatif à une organisation de gauche radicale. Il s'agit d'une situation unique parmi les pays post-communistes. À long terme, le KSČM est la seule force pertinente en Europe centrale et orientale. Ceci doit être pris en considération dans l'élaboration de la stratégie de la gauche européenne. L'espace d'Europe centrale et orientale exige d'urgence une politique commune de gauche radicale, et il est clair aujourd'hui que ce n'est pas possible, sans intégrer activement cette gauche de République tchèque. Il est donc absolument nécessaire qu'à court terme, des moyens, même non-traditionnels, soient trouvés pour relancer une coopération active et stratégique. La situation complexe de l'UE, et les contingences politiques qui en découlent, exigent que la gauche européenne trouve de nouveaux types de coopération et une coordination plus efficace.

Elections aux conseils régionaux d'octobre 2012 en République Tchèque

Parti	Résultats en %		Nombre de votants	
	2008	2012	2008	2012
CSSD	35,85	23,58	1044719	621961
KSCM	15,03	20,43	438024	538953
ODS	23,57	12,28	687005	324081
KDU-CSL	6,65	5,82	193911	153510
TOP09	x	8,8a3		175089
Participation en %	40,30	36,88		

CSSD - Parti social démocrate tchèque

KSCM - Parti communiste de Bohême et de Moravie

ODS - Parti civique démocrate, (libéral conservateur, anticommuniste et, notamment, eurosceptique)

KDU-CSL - L'Union chrétienne et démocrate - Parti populaire tchécoslovaque (parti politique chrétien exprimant des opinions démocratiques)

TOP 09 - parti conservateur et démocratique (plus conservateur).

La coalition actuellement au pouvoir, ODS + TOP 09 + LIDEM, n'a pas participé à cette élection.

Second tour de l'élection du Sénat : La gauche a renforcé sa position dominante

Le second tour de l'élection sénatoriale a eu lieu les 19-20 octobre et a confirmé le renforcement de la gauche. Cette fois, le vainqueur a été le ČSSD (sociaux-démocrates), c'est-à-dire une gauche modérée. Le KSČM (communiste) n'a conservé qu'un siège sénatorial, mais a perdu dans les duels directs au 2ème tour avec 1/ 9 sièges. La droite a continué à perdre, comme on l'attendait. L'ODS n'a conservé que 4 circonscriptions électorales et a perdu 9 sièges.

Après cette élection, le Sénat (81 sièges au total) est constitué ainsi : ČSSD - 46 sièges, KSCM - 2 sièges, ODS - 15 sièges, TOP 09 4 sièges, Verts - 1 siège, Pirates (en coalition avec les chrétiens-démocrates et les Verts) - 1 siège. Le taux de participation n'a été que de 18,6%, le taux le plus bas a été de 10%. Le taux de participation le plus élevé a été de 30% à Prague 8 où le KSČM (vice-président J. Dolejs) était directement confronté à l'ODS (son candidat a été ouvertement soutenu par le président tchèque et les dirigeants du parti). Le résultat a été 62.5 / 37.5. Prague reste encore une forteresse de la droite.

France: Trois mois après la prise de fonction du nouveau gouvernement

Non à l'austérité permanente. Rejeter le pacte budgétaire. Ouvrir le débat en Europe !

Une importante manifestation le 30 septembre

Par Elisabeth Gauthier, Espaces Marx

Trois mois après son investiture, le nouveau gouvernement et ses politiques sont au centre d'importants conflits sociaux et politiques.

Contrairement à l'annonce faite par le candidat à la présidence de changer le cours de l'UE, la ratification inconditionnelle du TSCG a été mise sur l'agenda politique. Et contrairement à la promesse de ne plus tolérer les plans de licenciements inacceptables, ces plans sont mis en œuvre dans un nombre croissant des domaines clés de l'économie française. Les premières mesures positives pour plus de justice sociale perdent de plus en plus de leur efficacité en raison de la rigueur des politiques d'austérité. Le président, le gouvernement et le Parti socialiste ne montrent aucune intention de s'opposer aux dogmes libéraux des élites dirigeantes. On ne parle plus du « changement – c'est maintenant ». En coopération avec les élites néolibérales européennes, les associations patronales et la droite politique exploitent cette situation pour déployer leur offensive et mettre le gouvernement en difficulté.

Plus concrètement, l'automne, après la ratification du TSCG, se caractérise par une pression accrue sur le débat budgétaire ainsi que par ce qu'on appelle un « choc de compétitivité » (ce qui signifie des réductions de salaires et de prestations sociales pour accroître les marges des employeurs et des actionnaires) et un « compromis historique » dans les négociations entre employeurs et salariés pour atteindre un maximum de flexibilité dans les relations de travail. Et tout cela malgré une économie proche de la récession.

Dans la société française, la violence des conséquences concrètes de la crise se fait sentir de plus en plus vivement. Un nombre croissant d'économistes émettent publiquement leurs critiques et même Christine Lagarde et le FMI ne peuvent pas masquer plus longtemps l'échec de leur stratégie.

Trois mois après la prise de fonction du gouvernement, la conscience s'élargit qu'il est nécessaire de mener résolument des luttes sociales et politiques. Déjà, le 30 septembre, une large coalition (composée de 60 organisations de la gauche politique, des syndicats et des mouvements) a mobilisé à Paris 80 000 manifestants pour demander la non-ratification du Pacte fiscal. Une autre manifestation organisée par la CGT au début d'octobre montre le potentiel de mobilisation contre les plans de licenciements.

La ratification n'a pas pu être empêchée, mais un grand pas a été fait vers la dé-légitimation du traité de l'UE qui doit façonner la future politique budgétaire de l'UE ; une première pierre a donc été posée pour les futurs conflits concernant le budget. Au-delà, l'urgence d'une réorientation de l'UE a de nouveau été mise sur la table. Au parlement et au sénat, 90 parlementaires de gauche, au total, ont refusé d'approuver le Pacte fiscal (77 s'y sont opposés, d'autres se sont abstenus ou n'ont pas pris part au vote). Outre le Front de Gauche qui, dès le début, s'est opposé au Pacte fiscal, Europe Ecologie - Les Verts, bien que participant au gouvernement, s'est positionné contre le Pacte. Quelques élus du Parti socialiste se sont également opposés à la ligne du parti.

Face aux politiques européennes d'austérité, il s'agit de développer et d'élargir l'unité d'action sur le plan national, de mobiliser les collectifs locaux (tradition remontant au référendum de 2005 sur l'Union européenne) pour contribuer à la lutte commune pour une réorientation de plus en plus urgente de l'UE. La présence d'une délégation politiquement large à Florence ainsi que la volonté de soutenir activement la grève du 14 novembre conjointe dans plusieurs pays européens sont les prochains objectifs de cette coalition.

Compte-rendu de conférence

La 'Critique' dans l'économie politique

Barcelone, 21-22 septembre

Par Sigfrido Ramirez

La conférence intitulée « Le "critique " dans l'économie politique critique » a été organisée par le Réseau de recherche en économie politique critique (CPERN) de l'Association européenne de sociologie. Elle s'est tenue à Barcelone à l'Université Pompeu Fabra les 21 et 22 septembre 2012. Transform ! Europe a été invité à la conférence.

Le CPERN vise à promouvoir la connaissance critique et émancipatrice, afin de faciliter la compréhension des transformations récentes du capitalisme et des sociétés capitalistes. Mettant l'accent de façon non restrictive sur l'Europe, il est un centre d'échange interdisciplinaire entre la sociologie, la science politique, l'économie, la géographie et le droit. Il s'appuie sur un conseil consultatif composé de prestigieux chercheurs critiques et est présidé par Ian Bruff (Loughbrough University) et Laura Horn (Université de Roskilde,

Danemark). Son secrétaire, Mònica Clua-Losada, a aimablement accueilli la conférence de Barcelone à l'Université Pompeu Fabra, avec le soutien de l'orateur principal de la conférence, Vicenç Navarro, l'un des intellectuels critiques les plus remarquables du pays.

La conférence a eu lieu au moment des mobilisations énormes de ces dernières semaines à Barcelone contre la crise et où une vague nationaliste a réuni indépendantistes de la droite et la gauche dans la rue. Transform ! Europe a été invité à présenter son projet Akademia qui vise à proposer différentes voies permettant aux chercheurs de toute l'Europe d'interagir et de travailler ensemble à travers un site collaboratif.

L'impression générale a été que les travaux ont été extrêmement sérieux grâce aux présentations faites par de jeunes chercheurs et des doctorants des universités européennes. Cela a permis un niveau élevé de débat avec des recherches pertinentes menées sur des sujets d'un intérêt central pour le programme de travail de Transform ! Europe, en particulier les politiques publiques européennes, non seulement économiques, mais aussi les politiques dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la santé (session 3). Ces débats très larges allant d'une variété de critiques de l'économie politique (session 1) aux études juridiques (session 5), à l'analyse sociale (séance 6) et à l'histoire et la théorie des événements récents (session 8).

La discussion a été franche, constructive, avec des idées et des propositions pour améliorer les projets de recherche collectifs ou modifier leur conception. En ce sens, le réseau a rempli sa tâche fondamentale d'articuler des projets individuels ou collectifs de recherche critique pour les rendre pertinents pour la compréhension des questions fondamentales posées par la(les) théorie(s) et pratique(s). L'atmosphère générale était «sine ira et studio cum » (sauf peut-être quand on parlait de théories néo-gramsciennes). Mais la température a augmenté de plusieurs degrés quand Vicenç Navarro a prononcé un discours qui a mis en avant la nécessité fondamentale de la pensée critique, en particulier de l'analyse de classe, pour que les peuples soient capables de comprendre non seulement la crise en Europe et en Espagne, mais aussi de trouver des alternatives. Venant d'un chercheur reconnu comme lui, qui a été un professeur en exil dans plusieurs pays européens et aux États-Unis, la contribution a donné un excellent exemple de transmission du relais aux générations futures. Cela est important car, comme il l'a souligné, toutes les personnes présentes étaient parfaitement conscientes des difficultés pour les chercheurs critiques à trouver des espaces institutionnels dans les lieux de plus en plus compétitifs et conformistes que deviennent les universités, de plus confinées dans leur nouveau rôle de fabrique pour une économie fondée sur la connaissance. En ce sens, également, le réseau a rempli sa mission d'améliorer la connaissance mutuelle et la solidarité entre les chercheurs critiques de toutes les régions d'Europe représentées (la Hongrie, l'Autriche, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Espagne, la Turquie, l'Italie, la Pologne, la Slovaquie, l'Irlande), même si une majorité de chercheurs venaient de pays anglophones ou du Royaume-Uni.

Comme il n'existe pas encore de structure Transform!Royaume-Uni, il peut être intéressant d'associer des chercheurs critiques de ce réseau à travers le nouveau projet Akademia pour les encourager à mettre leur travail et, éventuellement, ses implications pratiques à disposition des programmes et des projets de Transform!. Il s'agit d'un défi pour les deux parties : pour Transform !, il s'agit de garder le contact avec les chercheurs « de base » dans les universités tout en veillant à ce que les mouvements sociaux et les partis politiques intègrent leur analyse stratégique et leurs recommandations politiques.

Le programme de cette conférence, et le développement futur de ce réseau, peuvent être consultés à l'adresse: <http://criticalpoliticaleconomy.net/>

Economistes européens pour une politique économique alternative en Europe

18^{ème} Conférence annuelle du groupe de l'EuroMemo

Poznan, 28-30 Septembre

Par Marica Frangakis, Institut Nicos Poulantzas

Du 28 au 30 septembre 2012, le Groupe de l'EuroMemo pour une politique économique alternative en Europe a tenu sa 18^e conférence annuelle à l'Université de Poznan, en Pologne. Comme chaque année, la conférence a été l'occasion pour près de 60 participants de différents pays européens d'analyser la situation économique actuelle et de discuter des alternatives à la politique économique de l'UE. Il est à noter que cette année, et compte tenu des mobilisations en Grèce, en Espagne et au Portugal, la conférence a adopté une déclaration de solidarité, disponible sur son site.

Une question centrale a été étudiée lors de la conférence : l'aggravation de la crise dans l'Union européenne et la nécessité de changements radicaux à tous les niveaux, politique, des valeurs et des institutions. Les discussions ont eu lieu dans cinq groupes de travail (politique financière et fiscale, de nouvelles formes de gouvernance au niveau européen et mondial, la nécessité d'une réforme radicale de l'agenda social et la politique de développement pour les pays de la périphérie européenne). La conclusion générale est que l'UE ne peut survivre que si elle se refonde radicalement et immédiatement, sur une base progressiste.

L'EuroMemo de cette année est déjà en cours de production, il devrait être achevé en novembre. Il est à noter que la traduction française est assurée par Espaces Marx.

Enfin, il faut noter la participation cette année des représentants des mouvements sociaux. Plus précisément, la présidente d'Attac France, Aurélie Trouvé, le secrétaire de la confédération belge TU ACV-CSC et de l'initiative AlterSummit, Felipe Van Keirsbilck, ainsi qu'un comité représentant le Réseau européen anti pauvreté a participé activement à la conférence.

Journée d'action en Allemagne le 29 Septembre 2012

Partager équitablement la richesse ! – “umFAIRteilen”

Par Maik Henning, Fondation Rosa Luxemburg

Un large collectif d'organisations et de mouvements sociaux en Allemagne s'est constitué sous le titre umFAIRteilen - Taxe les riches. Il s'agit d'un jeu de mots en allemand dont la sens est : "redistribuer les richesses de manière équitable". La section jeunes du collectif allemand formé de syndicats, d'Attac Allemagne et de quelque 20 autres membres avait appelé à une journée d'action

dans tout le pays le 29 septembre 2012.

Les principales manifestations ont eu lieu à Berlin, Bochum, Francfort sur le Main, Cologne et Hambourg. D'autres événements ont eu lieu dans 50 villes (réunions, manifestations, etc.) Au total, environ 40 000 personnes sont sorties dans les rues pour plus de justice sociale et contre les coupes dans les services sociaux et l'enrichissement continu d'une minorité. A Hambourg, le leader de l'opposition grecque et de SYRIZA, Alexis Tsipras, a pris la parole. Des initiatives créatives ont souligné l'injustice croissante en Allemagne et de l'injustice émanant de l'Allemagne.

Dans la période précédant la journée d'action, le soutien n'a cessé de croître. Même les partis au pouvoir dans le passé, responsables de coupes sociales et de la division de la société en personnes démunies et privilégiés, ont exprimé leur solidarité avec les manifestants. Savoir si cela va se retrouver dans leurs politiques futures reste à prouver !

Comparé aux millions de personnes qui manifestaient dans le même temps contre l'austérité et les coupes budgétaires au Portugal, le nombre de participants à la journée d'action allemande est faible. Cependant, il faut noter la réaction des médias, qui constitue un succès dans un pays où la couverture médiatique est de plus en plus acritique et prudente quand il s'agit de remettre en question la ligne politique majoritaire. Des coupes budgétaires sévères dans le sud de l'Europe sont toujours considérées comme nécessaires pour les Allemands.

Par ailleurs, la paupérisation a été persistante en Allemagne depuis des années, même si elle a été rampante et justifiée par les médias de façon cynique comme «sans alternative», pour reprendre le mot de la chancelière. Jusqu'ici, une majorité même rétrécie reste sensible à la vieille croyance selon laquelle il faut se serrer la ceinture. Cependant, même le dernier rapport fédéral sur la pauvreté fait de l'accumulation du capital entre les mains d'une poignée de joueurs et de spéculateurs un problème croissant et appelle à un changement. Près des deux tiers de toute la richesse est détenue par moins de 10% de la population en Allemagne. Les Allemands les plus riches possèdent davantage que le montant de toutes les dettes, nationale, celle des Länder et des municipalités, alors que - en raison de l'absence d'un salaire minimum - beaucoup de gens qui travaillent sont à la recherche d'un deuxième ou troisième emploi mal payé pour s'en sortir.

La pauvreté chez les personnes âgées est désormais à l'ordre du jour. Des millions de personnes âgées en Allemagne ne peuvent s'en sortir avec leur pension. Cependant, elles ont honte de se présenter au bureau des services sociaux et préfèrent de façon moins humiliante collecter les bouteilles consignées dans les espaces publics pour améliorer leur petite pension. Au cours des six dernières années, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté massivement, de 3 millions à près de 13 millions de personnes !

La Fondation Rosa Luxemburg a contribué aux initiatives dans plusieurs villes, comme à Stuttgart ou à Wiesbaden, avec des conférences, des séminaires et des débats. Nous avons assisté à la manifestation de Berlin et à la cérémonie de clôture avec notre propre stand pour diffuser nos livres, brochures et informations sur la crise européenne et la justice sociale à un grand nombre de visiteurs.

Compte-rendu de conférence

“Les inégalités en Europe”

Barcelone, 5-6 octobre 2012

Par Antoni Barbarà

La conférence du Parti de la gauche européenne, de *Esquerra Unida i Alternativa* et de la *Fundació l'Alternativa* de Barcelone, les 5 et 6 octobre, sur «les inégalités en Europe» a adopté les conclusions suivantes.

Nous vivons dans une Europe cruelle, dans une Europe qui s'enfonce dans les inégalités. Au fil du temps, cette Europe déformée par la crise révèle de plus en plus la fracture des procédures démocratiques et les machinations de la fraude politique et sociale. Cette fracture implique une perte des droits des citoyens qui étaient l'empreinte et la raison d'être de l'Europe après les tensions de la Seconde Guerre mondiale. Par ailleurs, la fracture démontre le manque de volonté (qui a peut-être existé à l'époque) de construire de nouvelles démocraties européennes dans la paix, fondée sur le bien-être ainsi que le plein emploi, les femmes étant sur un pied d'égalité pour la répartition du travail et responsabilités.

Le saut dans le vide est plutôt une poussée dans le vide de chacun des piliers de l'« État-providence »: l'éducation, la santé, les services sociaux ou les entreprises stratégiques au service de l'intérêt public.

Chaque jour qui passe est plus insupportable en termes de coutumes et de morale, de statut socio-économique, de classe sociale, de lieu d'origine et de groupe ethnique, d'indépendance de jugement ou non, ou s'agissant du territoire national où nous analysons le problème. Nous avons porté un intérêt particulier à l'analyse de la situation dans le Sud de l'Europe, les pays dits PIGS, notamment au Portugal, en Irlande et en Italie, et plus particulièrement en Espagne et en Grèce.

Il y a eu des coupes dans les investissements et les ressources publiques, ainsi que les services sociaux, les allocations de chômage ont également diminué, ainsi que les emplois et les services ; de grandes entreprises publiques sont en cours de démantèlement et découpées en morceaux par la création de petites entreprises dans le but de générer des profits, les consortiums et d'autres constructions sont plus fréquemment utilisés tous les jours, ainsi que la soi-disant «gouvernance» e la collaboration public-privé. A travers des transactions opaques et l'ingénierie financière, ces options - en « répondant aux exigences des critères des marchés » - finissent par détourner les ressources publiques vers les entreprises. Enfin, nous sommes les témoins de l'externalisation (à la fois par la vente du secteur public, par exemple, par la vente directe des entreprises de santé publique aux grandes compagnies d'assurance privées ou en laissant les grandes entreprises privées bénéficier de toutes sortes de privilèges et d'aides du gouvernement).

Nous en sommes venus à croire que nous devons commencer par réfuter les mensonges quotidiens, mille fois répétés par les médias, qui agissent au service du système capitaliste, ainsi que de lutter bec et ongles contre la stratégie néolibérale menée par l'Union européenne .

Nous constatons que, même si elle est difficile et nécessite un énorme effort, la promotion d'un changement radical est plus nécessaire que jamais. Nous devons casser le mythe des

bonnes pratiques et intentions de cette Europe qui n'ont jamais existé. Pour ce faire, il n'y a pas de solutions magiques à utiliser. Par ailleurs, il est important de ne pas confondre l'instrument et le but. Le seul moyen est de trouver les « points d'accord » et le terrain commun entre les mouvements sociaux et les organisations, et de proposer un engagement social et des politiques anti-néolibérales.

Il est temps de revenir aux valeurs comportant des droits non subordonnés à l'économie qui nous condamne tous à la misère d'une Europe qui a déjà échoué il y a 30 ans. Nous avons besoin d'identifier la réalité incontestable et sombre qui montre l'inégalité insupportable entre les populations et les secteurs sociaux de façon que ceux qui souffrent le plus sont aussi ceux qui sont les principales victimes et perdants dans la crise actuelle : les femmes, les plus pauvres, les étrangers, les personnes handicapées, les malades chroniques, les travailleurs, les jeunes, les étudiants et les retraités, ainsi que d'autres groupes marginalisés. Cette politique se traduit par la destruction des valeurs et des cultures.

Nous concluons que, après un bon diagnostic, il faut maintenant passer à la contestation claire et intelligente de l'hégémonie sociale, économique et politique de la droite pour accéder au pouvoir de manière démocratique par le biais d'une offensive électorale de l'intérieur ; par la construction d'un processus constituant partant du bas et une insurrection socio-politique fondée sur le réarmement idéologique.

Compte-rendu de conférence

“L'Europe contre l'austérité”

Londres, 20 octobre 2012

Par Kate Hudson, Coalition of Resistance

Plus d'une centaine de délégués ont assisté à la conférence de la Coalition Resistance au siège des syndicats à Londres le dimanche après-midi, afin de renforcer la coordination contre l'austérité à travers l'Europe.

L'événement a suivi une importante manifestation contre les coupes budgétaires le samedi 20 octobre, à l'appel des TUC britanniques. Parmi les intervenants, les parlementaires Marisa Matias (MEP, de Bloco de Esquerda du Portugal), Stefanos Samoilis (député de SYRIZA en Grèce) et Jeremy Corbyn, (député travailliste du Royaume-Uni). Parmi les autres participants, des syndicats de tout le continent, ainsi que des partis de gauche et verts et des représentants d'un large éventail de mouvements sociaux.

Les séances ont porté sur Eurocrisis - Vers l'abîme, un débat très instructif sur l'économie, avec des représentants du CADTM, NEF, SYRIZA et Elisabeth Gauthier (Transform! europe et PCF); La forme de la Résistance, avec des représentants de OLME de Grèce et du Front de gauche en France, plus une contribution de Florian Wilde (de Die Linke en Allemagne); Non à l'éducation néo-libérale, avec des représentants des syndicats d'enseignants, la NUT, DOE et la FSU, et Actions, la coopération et le calendrier vers Athènes 2013 qui portait sur des points concrets dans notre travail commun. Parmi les intervenants, Natalie Bennett (chef du Parti Vert en Angleterre et au Pays de Galles) et Vladimir Nieddu (à partir SUD Santé en France). Frédéric Leplat a présenté la déclaration de la conférence au nom de la Coalition Résistance.

La conférence a exprimé son soutien pour la Journée d'action de la CES 14 novembre et il y a eu un long débat sur les actions susceptibles de faire progresser le mouvement vers, y compris la grève générale. Alors que l'Europe a connu un grand nombre de journées de grève générale au cours de la dernière année, cela n'a pas été suffisant pour mettre fin aux programmes d'austérité. La Grande-Bretagne elle-même n'a pas connu de grève générale depuis 1926, mais elle est maintenant à l'ordre du jour au plus haut niveau des syndicats, y compris du TUC. La discussion a également insisté sur la nécessité d'une alternative claire et positive à l'austérité et d'une vision différente de l'Europe, dans l'intérêt des populations, que nous pouvons imposer si nous travaillons ensemble. L'importance de la solidarité internationale a été soulignée à plusieurs reprises, notamment pour la Grèce. Les délégués de la Grèce ont souligné le besoin urgent d'un renforcement des actions de solidarité, en particulier du mouvement syndical. La conférence a conclu en s'engageant à œuvrer pour l'Alter Summit en 2013.

Compte-rendu de conférence

“Education pour une société de solidarité”

Vienne, 19-20 octobre 2012

Par Barbara Steiner, transform!at

Les 19 et 20 Octobre, une conférence internationale intitulée «L'éducation pour une société de solidarité» a eu lieu à Vienne. L'organisation membre autrichienne de Transform!-Transform! Europeà - en a été co-organisatrice. Le but de cette conférence était de faire un premier pas vers un manifeste de la Gauche européenne sur l'éducation.

Co-organisé par le groupe de travail du Parti de la gauche européenne sur l'éducation, le Parti communiste autrichien et l'Association des étudiants communistes d'Autriche, la conférence a ouvert un espace pour l'analyse, la discussion et le développement de possibles revendications communes. Le premier jour, trois contributions, celle de la coordinatrice du groupe de travail du PGE, Crivelli Sonja (Parti du Travail, Suisse), d'Erich Ribolits (sciences de l'éducation, Autriche) et Birge Krondorfer (philosophe et féministe, Autriche) sur l'histoire de l'éducation en Europe, le concept d'éducation et l'importance de l'éducation féministe ont défini le cadre théorique de la conférence.

La deuxième journée a été consacrée à des discussions en groupes de travail où l'analyse a été approfondie et des revendications formulées pour les différents niveaux de l'éducation et sur les axes thématiques de l'austérité, des mouvements, des migrations, du genre et de la démocratie. Les discussions ont été très fructueuses, des convergences et des propositions concrètes ont été présentées à la séance plénière.

Tout au long de la conférence, la situation extrêmement difficile et la crise de l'enseignement public, en particulier en Grèce, ont constitué des sujets récurrents. Il a été souligné par les participants que face à cette crise économique et politique, il est encore plus important pour la gauche en Europe de trouver des formes communes de luttes et de rejeter la sélection sociale et l'austérité, partout sur le continent.

Pour les interventions et les contributions à la conférence, voir le site <http://www.kpoe.at/education>

Annonces

Avec la participation de transform! europe

Florence 10+10

Florence, 8-11 novembre 2012

Du 8 au 11 novembre, dix ans après le premier Forum social européen de Florence, dans le même lieu (Fortezza da Basso), une grande assemblée sur l'Europe et la démocratie a lieu sous le nom de Florence 10 + 10.

L'assemblée est structurée autour de cinq grands domaines thématiques:

- 1) Démocratie...
- 2) Finance / dette / austérité,
- 3) Droit du travail et droits sociaux,
- 4) Les biens communs et les services publics,
- 5) L'Europe dans la Méditerranée et dans le monde

Le texte d'invitation précise deux objectifs principaux : «premièrement, donner une réponse commune - unissant leurs forces sociales au niveau européen - à la crise et aux politiques imposées par les institutions de l'UE et de la BCE, d'autre part, la création d'alliances pour une stratégie à long terme qui permettra de construire l'Europe sociale, l'Europe des citoyens européens. "

En outre, l'invitation indique d'autres objectifs de l'assemblée : «La présence de participants venus d'horizons différents, tels que les réseaux, les mouvements, les syndicats, les associations et les ONG de divers lieux et de composition diverse doit être interprétée comme la recherche de convergences et une effort commun vers une mobilisation anti-libérale forte large, qui sera une alternative à l'Europe des banquiers Europe, à la suprématie du marché, aux spéculations financières et au Pacte budgétaire ».

Transform ! L'Europe a proposé plusieurs séminaires pour l'axe "démocratie" :

- L'extrême-droite : comment combattre démocratiquement les antidémocrates ? Défis, possibilités, limites.
- Comment refonder l'Europe ? - Quelle Construction? Quelle stratégie politique ?
- 1914 – 2014 :100 ans après la première guerre mondiale - La Paix sans les armes
- Répondre au défi posé par la crise – Dialogue entre mouvements sociaux et acteurs politiques

On peut également noter le lancement public du programme de mobilisations pour l'Alter Summit.

“De Florence à Athènes...et partout!”

Pour plus d'informations, voir www.firenze1010.eu

Conférence internationale

“Théories, pratiques et conflits autour de l'émancipation humaine, 1789-2012”

Université de Lausanne, 25-27 octobre 2012

Thème et objectif de la manifestation

Au centre du colloque *Penser l'émancipation* se trouve le besoin de comprendre les logiques du capitalisme, d'en formuler une critique globale et de théoriser les contours d'une alternative possible par l'approfondissement, la confrontation et la coopération entre diverses théories et pratiques critiques et/ou révolutionnaires. La crise qui a éclaté en 2007-2008 a remis ces questionnements sur le devant de la scène et les a rendus plus que légitimes.

L'appel à contribution pour le colloque a été diffusé au printemps 2012 et a rencontré un fort écho. La liste des panels et intervenants est aujourd'hui close. Avec 42 panels, près de 140 intervenant·e·s et 2 plénières sélectionnés, le colloque promet d'être très diversifié, dense et intéressant.

Pour plus d'informations, questions ou remarques:

penserlemancipation2012@gmail.com

Nouvelle publication I

Revue *transform!* N°10 en espagnol et en tchèque et en italien

La revue *transform!* est publiée deux fois par an en anglais, grec, français et allemand. Cet automne 2012 elle a aussi été publiée en espagnol, tchèque et italien.

Nouvelle publication II

Documentation de la septième université d'été 2012, du Parti de la gauche européenne et de *transform!Europe*

Disponible en ligne

Abonnez-vous à la newsletter de *transform!*

La newsletter de *transform!* est publiée chaque mois et constitue un service e-mail gratuit de notre réseau. Elle est envoyée directement dans votre boîte de réception.

Pour vous abonner, vous pouvez aller sur notre site web :

www.transform-network.net/newsletter

Pour vous désabonner il suffit d'envoyer un e-mail à :

office@transform-network.net